



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

PEL

Question écrite n° 84636

Texte de la question

M. Michel Terrot appelle l'attention de M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État à propos de la fiscalisation des plans d'épargne logement de plus de douze ans. Cette mesure est souvent source d'incompréhension chez leurs titulaires qui, rappelons-le, ont vu la rémunération de leurs plans d'épargne évoluer à des taux systématiquement inférieurs à ceux du marché. Il lui demande donc la position qu'il compte adopter sur le sujet. - Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Texte de la réponse

Le Parlement a adopté, dans le cadre de la loi de finances pour 2006, une disposition prévoyant l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des nouveaux intérêts générés à partir du 1er janvier 2006 sur les plans d'épargne logement (PEL) détenus depuis plus de douze ans. En effet, la fiscalité favorable du PEL est destinée à encourager les ménages à accumuler une épargne en vue d'accéder à la propriété. Or, les PEL ouverts il y a plus de douze ans sont assis sur des taux d'intérêts anciens, élevés par rapport aux taux actuels, qu'il s'agisse du taux de rémunération du PEL comme du taux de l'emprunt associé. Les PEL détenus depuis plus de douze ans au 1er janvier 2006 sont rémunérés à un taux compris entre 5,25 % et 10 % (prime d'État incluse). Ces taux se comparent, même après prise en compte de la fiscalité, favorablement à ceux offerts aujourd'hui par les produits concurrents proposant les mêmes conditions de liquidité (les titulaires de ces PEL peuvent décider à tout moment de les clôturer et de retirer leur épargne) et de sécurité (le PEL est un placement sans risque). Il est précisé que le titulaire d'un PEL peut opter entre le barème de l'impôt sur le revenu ou le prélèvement forfaitaire libératoire de 16 %. Pour cette raison la majorité des détenteurs de PEL n'a pas utilisé cette épargne pour un projet immobilier en mobilisant le « droit à prêt » : mais a préféré garder cette épargne bien rémunérée et, pour les projets immobiliers, emprunter dans des conditions de droit commun, à taux d'intérêt plus intéressant que celui auquel le PEL ouvre droit. Dans ces conditions, l'objectif initial du plan d'épargne logement, qui n'a pas vocation à être conservé plus de dix ans, n'est pas atteint : il n'est donc pas anormal qu'au bout de douze ans, redevenu un pur produit d'épargne, il retrouve une fiscalité de droit commun.

Données clés

Auteur : [M. Michel Terrot](#)

Circonscription : Rhône (12^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 84636

Rubrique : Banques et établissements financiers

Ministère interrogé : budget et réforme de l'Etat

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 janvier 2006, page 826

Réponse publiée le : 7 mars 2006, page 2457